

**MINISTERE DES MINES
ET DES CARRIERES**

SECRETARIAT GENERAL

**DIRECTION GENERALE
DU CADASTRE MINIER**

BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice

Arrêté N° 17 / 083 /MMC/SG/DGCM
portant renouvellement du permis d'exploitation
artisanale semi-mécanisée dénommé « **WUO NE** »,
situé dans le Département de Tiefora, Province de
la Comoé de la société **EXMA**.

Visa cf N° 181

LE MINISTRE DES MINES ET DES CARRIERES

18 MAI 2017

- VU la Constitution ;
- VU la loi 036-2015/CNT, du 26 juin 2015 portant code minier du Burkina Faso ;
- VU le décret n° 2016-001/PRES du 06 janvier 2016, portant nomination du Premier Ministre ;
- VU le décret n° 2017-075/PRES/PM du 20 février 2017, portant remaniement du Gouvernement ;
- VU le décret n° 2017-0148/PRES/PM/SGG-CM du 23 janvier 2017, portant attributions des membres du Gouvernement ;
- VU le décret n° 2016 – 027/PRES/PM /SGG – CM du 23 février 2016, portant organisation type des départements ministériels ;
- VU le décret n° 2017-221/ PRES/ PM/MMC du 24 avril 2017, portant organisation du Ministère des Mines et des Carrières ;
- VU le décret n° 2017 – 0036/PRES/PM/MEMC/MATDSI/MINEFID/MEEVCC/MCIA du 26 janvier 2017, portant gestion des titres miniers et autorisations ;
- VU le décret n° 2017–023/PRES/PM/MEMC/MINEFID du 23 janvier 2017, portant fixation des taxes et redevances minières ;
- VU l'arrêté n° 2015-247/MME/SG/DGCM du 19 août 2015 portant organisation attributions, et fonctionnement de la Direction Générale du Cadastre Minier ;
- VU l'arrêté n° 2002-056/MCE/SG/DGMGC/ du 23 juillet 2002 portant définition des formes des rapports d'activités des titulaires des titres miniers et des autorisations ;
- VU l'arrêté n° 2002-057/MCE/SG/DGMGC/ du 23 juillet 2002 portant définition des types de repère des sommets des périmètres des titres miniers et des autorisations ;
- VU l'arrêté n° 2002-058/MCE/SG/DGMGC/ du 28 juillet 2002 portant dispositions applicables à la publicité relative à la libération de terrains objets de titres miniers et d'autorisations ;
- VU l'arrêté n° 2011-043/MCE/SG /DGMGC du 24/05/2011 portant octroi du permis d'exploitation artisanale semi-mécanisée d'or de WUO NE ;
- VU la lettre n° 017-0145/MEMC/SG/DGCMIM du 22/02/2017 portant invite à payer des droits fixés à dix millions (10 000 000) francs CFA ;
- VU la quittance n° 0312733 du 24 mars 2017 de paiement effectif des droits fixes d'octroi ;
- VU la demande de la société « **EXMA** » enregistrée le 13 avril 2016.

A R R E T E

ARTICLE 1 : Il est renouvelé à la société « **EXMA** » ayant fait élection de domicile à Ouagadougou, Tél : **78 86 11 34**, Burkina Faso, un permis d'exploitation artisanale semi-mécanisée d'or du site de « **WUO NE** », situé dans le Département de **Tiéfora**, Province de la **Comoé** dans les limites définies à l'article 2 du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Le périmètre du permis octroyé pour le renouvellement de l'exploitation artisanale semi-mécanisée d'or du site de « **WUO NE** » est délimité par des bornes dont les coordonnées UTM (XY) du réseau géodésique officiel du Burkina Faso sont les suivantes :

Sommet	Coordonnées en UTM (XY)	
	X (m)	Y (m)
A	326 301	1 188 900
B	326 801	1 188 900
C	326 117	1 186 900
D	325 617	1 186 900
Ellipsoid : Clarke 1880 ,Datum : Adindan, Zone 30 N		

ARTICLE 3 : La superficie accordée pour le permis d'exploitation artisanale semi-mécanisée d'or du site de « **WUO NE** » est de **100 hectares (1 Km²)**.

ARTICLE 4 : Le traitement du minerai et résidus dont l'objectif est la récupération de l'or peut se faire par tout procédé de traitement dans le respect de la réglementation minière et environnementale.

ARTICLE 5 : Au cas où le traitement serait chimique, la société « **EXMA** » s'engage à dépolluer les rejets avant leur remise en nature.

ARTICLE 6 : Le permis d'exploitation artisanale semi-mécanisée confère à son titulaire le droit, sous réserve de la réglementation en vigueur :

- de transporter les substances minières jusqu'au lieu de stockage et de traitement ;
- d'établir des installations de traitement ;
- de disposer de ces produits sur les marchés intérieurs et de les exporter conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 7 :

La société « **EXMA** », bénéficie dans le cadre de ses activités d'exploitation artisanale semi-mécanisée des avantages douaniers et fiscaux tels que prévus par le code minier et les textes réglementaires en la matière.

Elle est redevable de tous droits et taxes conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 8 :

La durée de validité du présent permis est de **trois (03) ans**, pour compter de la date du 25 mai 2016 au 25 mai 2019. Elle peut être renouvelée par périodes successives de **trois (03) ans** conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 9 :

La Société « **EXMA** » est tenue d'adresser à la Direction Générale du Cadastre Minier:

- un rapport d'activités au terme de chaque trimestre calendaire ;
- un rapport d'activités au terme de l'année civile.

ARTICLE 10 :

Ces différents rapports sont établis conformément aux dispositions réglementaires du code minier.

ARTICLE 11 :

La société « **EXMA** » a l'obligation de :

- exploiter le gisement objet du présent arrêté dans les règles de l'art et s'engage à réhabiliter les sites avant leur abandon conformément à la réglementation minière et la notice d'impact environnemental ;
- respecter les mesures de sécurité et les engagements pris avec les notables du village, notamment :
 - l'emploi privilégié des jeunes de la localité ;
 - le respect des rites et coutumes de la population ;
 - le dédommagement des propriétaires des champs et autres infrastructures affectés ;
 - l'atténuation et la compensation des impacts sur l'environnement.

ARTICLE 12 :

Les infractions au code minier et au code de l'environnement ainsi qu'à leurs textes d'application sont passibles de sanctions prévues par les dispositions légales et réglementaires sans préjudice du retrait du permis d'exploitation artisanale semi-mécanisée.

ARTICLE 13 :

Le présent arrêté sera abrogé sans préjudice des sanctions civiles et pénales dans les cas ci-après :

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE
DU CADASTRE MINIER

Arrêté N° 17 / 083 /MMC/SG/DGCM
portant renouvellement du permis d'exploitation
artisanale semi-mécanisée dénommé « **WUO NE** »,
situé dans le Département de Tiefora, Province de
la Comoé de la société **EXMA**.

Visa cf N° 181

LE MINISTRE DES MINES ET DES CARRIERES

- 10 MAI 2017
- VU la Constitution ;
- VU la loi 036-2015/CNT, du 26 juin 2015 portant code minier du Burkina Faso ;
- VU le décret n° 2016-001/PRES du 06 janvier 2016, portant nomination du Premier Ministre ;
- VU le décret n°2017-075/PRES/PM du 20 février 2017, portant remaniement du Gouvernement ;
- VU le décret n°2017-0148/PRES/PM/SGG-CM du 23 janvier 2017, portant attributions des membres du Gouvernement ;
- VU le décret n° 2016 – 027/PRES/PM /SGG – CM du 23 février 2016, portant organisation type des départements ministériels ;
- VU le décret n° 2017-221/ PRES/ PM/MMC du 24 avril 2017, portant organisation du Ministère des Mines et des Carrières ;
- VU le décret n° 2017 – 0036/PRES/PM/MEMC/MATDSI/MINEFID/MEEVCC/MCIA du 26 janvier 2017, portant gestion des titres miniers et autorisations ;
- VU le décret n° 2017–023/PRES/PM/MEMC/MINEFID du 23 janvier 2017, portant fixation des taxes et redevances minières ;
- VU l'arrêté n°2015-247/MME/SG/DGCM du 19 aout 2015 portant organisation attributions, et fonctionnement de la Direction Générale du Cadastre Minier ;
- VU l'arrêté n°2002-056/MCE/SG/DGMGC/ du 23 juillet 2002 portant définition des formes des rapports d'activités des titulaires des titres miniers et des autorisations ;
- VU l'arrêté n°2002-057/MCE/SG/DGMGC/ du 23 juillet 2002 portant définition des types de repère des sommets des périmètres des titres miniers et des autorisations ;
- VU l'arrêté n°2002-058/MCE/SG/DGMGC/ du 28 juillet 2002 portant dispositions applicables à la publicité relative à la libération de terrains objets de titres miniers et d'autorisations ;
- VU l'arrêté n° 2011-043/MCE/SG /DGMGC du 24/05/2011 portant octroi du permis d'exploitation artisanale semi-mécanisée d'or de WUO NE ;
- VU la lettre n°017-0145/MEMC/SG/DGCMIM du 22/02/2017 portant invite à payer des droits fixés à dix millions (10 000 000) francs CFA ;
- VU la quittance n°0312733 du 24 mars 2017 de paiement effectif des droits fixes d'octroi ;
- VU la demande de la société « **EXMA** » enregistrée le 13 avril 2016.